

ARRÊTÉ MUNICIPAL

18/07/23

Moyens Généraux

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305196-20230718-AM_34_2023-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/07/2023

OBJET : INTERDICTION DE BAINADE SUR LE COUR D'EAU JALLE DU TAILLAN-MÉDOC

N° 34/2023

Le Maire de la Commune du TAILLAN-MÉDOC

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-2,

Vu le Code de la Santé publique, notamment dans ses articles L 1332-1 et 1332-2,

Vu le Code Pénal, notamment son article R 610-5,

Considérant que le long de la Jalle du Taillan-Médoc il n'existe aucune organisation particulière pour la baignade, signalisation, aménagement et surveillance,

Considérant les pollutions récentes qui on touché le cour d'eau,

Considérant qu'il appartient au maire de prendre les mesures nécessaires de sécurité et la salubrité publique sur le territoire de sa commune.

ARRETE

Article 1er : La baignade est strictement interdite et de façon permanente sur le cour d'eau de la Jalle du Taillan-Médoc.

Article 2 : Les infractions constatées au présent arrêté seront constatées et transmises aux tribunaux compétents.

Article 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa transmission en Préfecture et de sa publication électronique sur le site Internet de la Ville du Taillan-Médoc.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire du Taillan-Médoc ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services ;
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Blanquefort ;
- Aux Agents de la Police Municipale de la Ville du Taillan-Médoc ;
- Aux services de Bordeaux métropole.

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le Maire,



Agnès VERSEPUY

En vertu de la loi du 2 mars codifiée, le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter :

-de sa transmission en Préfecture le 18/07/23

-de sa publication le 18/07/23